

**Périodique indépendant
d'opinions socialistes**

N° 184

Été 2022



*Où va la Suisse?
(n° 36, août 2014)*

Pages 4 **Rapport du Giec**

Quel est le contenu du dernier document de travail du groupe d'experts?

Page 5 **Avortement**

La Cour suprême américaine a remis en cause un acquis historique du mouvement féministe.

Page 6 **Retraites**

L'AVS se porte bien mieux que ce que ne prétendent le Conseil fédéral et le bloc bourgeois.

Page 22 **Livres**

Il y a un siècle, René Maran critiquait le colonialisme et se voyait décerner le prix Goncourt pour cela.

Le dossier

Quel avenir pour la presse indépendante ?

*Alors que la presse traverse des temps financièrement difficiles et que les recours à la justice à son encontre connaissent une véritable recrudescence, Pages de gauche célèbre cette année son vingtième anniversaire. Pour l'occasion et avec la volonté de réaffirmer sa nécessité, le journal s'est intéressé à ce que représente une presse libre et indépendante, en accordant largement la parole à celles et ceux qui la portent. **Page 8***

À lire sur notre site

La première œuvre d'Engels à l'épreuve du temps

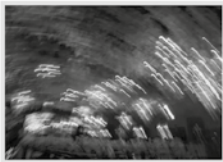
Publié le 26 mai 2022



La Situation de la classe laborieuse en Angleterre (1845) par Friedrich Engels Joakim Martins - Die Lage der arbeitenden Klasse in England paraît initialement en allemand à Leipzig en 1845. C'est le tout premier ouvrage d'un jeune Allemand de vingt-cinq ans...

Rendre compte de la complexité des identités migrantes

Publié le 13 mai 2022



Olga Baranova - Dans le contexte de l'agression russe de l'Ukraine et des exils qu'elle provoque en Ukraine comme en Russie, Olga Baranova, qui est une contributrice régulière de Pages de gauche, nous a proposé de publier une traduction d'une...

Normalisation de la France

Publié le 20 juin 2022



La rédaction - «Elections have consequences, Mr. President», les élections ont des conséquences. M. le Président. On serait tenté de reprendre la phrase que Chuck Schumer, le leader démocrate du Sénat américain, avait dû adresser à un Donald Trump ayant...

Chronique

Comment aider la résistance ukrainienne

La guerre fait rage en Ukraine depuis plus de quatre mois désormais, avec des pertes humaines considérables et des destructions matérielles immenses dans l'Est du pays. Et pourtant, cette guerre, qu'on imaginait fulgurante compte tenu de l'asymétrie des moyens militaires en présence, a montré des capacités de résistance insoupçonnées de la part non seulement de l'armée, mais surtout de la population ukrainienne. Si la notion de «peuple en armes» a une signification, c'est en Ukraine qu'on peut la comprendre aujourd'hui.

La solidarité qui s'est exprimée à l'égard des réfugiées ukrainiennes (très majoritairement des femmes) dans toute l'Europe a été une heureuse surprise. On aimerait évidemment qu'elle s'exprime à l'avenir aussi pour les populations opprimées du monde entier. Il ne faut pas oublier cependant que de nombreuses organisations politiques ukrainiennes ont aussi besoin d'aide sur place. Une délégation de la gauche européenne s'est rendue en Ukraine au mois de mai et a rencontré certaines de ces organisations.

Le mouvement féministe ukrainien joue un rôle important dans la guerre en cours. Pour le soutenir, on peut envoyer de l'argent à Feminist Workshop ou à Bilkis, qui s'occupent en particulier de l'aide humanitaire pour les femmes et les minorités sexuelles.

Le socialisme démocratique est représenté en Ukraine par le mouvement Sotsyalnyi Rukh (mouvement social en ukrainien), qui s'occupe notamment de la protection des militantes des syndicats au sein des forces armées et dans les entreprises. Il a en plus lancé une campagne internationale pour l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine.

Enfin, le mouvement antiautoritaire ukrainien a construit un réseau, «opération solidarité», qui collecte des fonds pour les combattant·e·s de la défense territoriale et organise l'aide aux réfugié·e·s internes.

On trouvera les coordonnées de ces organisations et les moyens de les aider sur le site du comité de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposant·e·s russes à la guerre: www.comite-ukraine.ch.

Antoine Chollet

Impressum

Abonnement annuel : Fr. 59.-
Abonnement de soutien : Fr. 150.-
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuse·s) : Fr. 49.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :

Antoine Chollet (AC), Clémence Danesi (CD), Emma Sofia Lunghi (ESL), Joakim Martins (JM), Bertil Munk (BM), Stéphanie Pache (SP), Valentin Prélaz (VP), David Raccaud (DR), Hervé Roquet (HR), Zoé Seuret (ZS), Léo Tinguely (LT), Léonore Vuissoz (LV).

Comité :

Cora Antonioli, Çağla Aykaç, Umberto Bandiera, Valérie Boillat, Martine Docourt, Rüstü Demirkaya, Dan Gallin, Mathieu Gasparini, Urs Marti, Line Rouyet, Arnaud Thiéry.

Maquette :

Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction, mise en page et webmaster :

Joakim Martins, Lausanne

Relecture :

Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression :

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Illustrations

Comme vous pourrez malheureusement l'apprendre en page 7, *Pages de gauche* a récemment perdu son dessinateur de toujours : Christian Vulllioud. Afin de lui rendre hommage de la meilleure des manières, ce numéro — qui lui est dédié — est illustré par une sélection des dessins qu'il a réalisés pour le périodique entre 2002 et 2022.

Éditorial

Un vote au moteur xénophobe

Qu'on ne se le cache pas, l'ampleur du soutien (71,5%) à l'adoption du nouveau règlement de l'UE relatif à Frontex le 15 mai dernier est une vraie défaite. Car pour une fois, une partie de la gauche se montrait offensive en dénonçant la forteresse européenne et les moyens brutaux et indignes déployés pour la défendre. Cela aura été un cuisant échec, puisque les droits humains et leur violation par l'agence Frontex n'auront pas constitué le cœur du débat. La faute notamment à l'administration suisse qui, en plus de multiplier les déclinés d'interviews aux médias, aura refusé aux journalistes d'accompagner et de documenter le travail des patrouilles suisses. Même la démission du directeur général de Frontex — le Français Fabrice Leggeri — sous le nombre et l'ampleur des accusations de renvois illégaux de migrant·e·s aura constitué un non-événement dans cette campagne.

En lieu et place, les médias ont préféré se concentrer sur les possibles conséquences d'un re-

jet sur les accords de Dublin et Schengen, analysant le succès du oui comme une preuve de l'attachement du peuple suisse à leur égard. Par-là, le fait que la xénophobie a probablement constitué l'un des moteurs majeurs de ce vote est complètement passé sous leur radar. Au besoin, on rappellera que la Suisse a, par le passé, à plusieurs reprises accepté des initiatives racistes se heurtant frontalement à ces mêmes accords : l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels en 2010 ou contre l'immigration de masse en 2014. Qu'est-ce qui aujourd'hui, aurait d'un coup fait muer le peuple suisse en un fervent défenseur des traités européens ? Rien. À l'image des débats qui auront agité l'UDC, ce verdict nous démontre juste que le peuple suisse est davantage xénophobe qu'anti-européen.

Ce soutien explicite aux activités et missions de Frontex est d'autant plus absurde qu'il ne repose sur rien. En effet, l'argument phare « la Suisse n'a pas

les moyens d'accueillir tout le monde » s'est complètement effrité avec l'accueil — pour une fois quelque peu digne — de réfugié·e·s ukrainien·e·s. En l'espace d'un peu plus de deux mois, la Suisse en a accueilli plus de 50'000. C'est bien davantage que les 39'523 demandes d'asile déposées en Suisse en 2015, année où l'on parlait volontiers de crise migratoire, d'afflux ou d'appel d'air. On précisera aussi que parmi les réfugié·e·s qui auront vu leur demande d'asile aboutir cette année-là, aucun·e n'aura reçu de permis S, alors même que la plupart fuyaient des situations similaires. Du côté de celles et ceux qui n'auront pas eu cette « chance », beaucoup vivent encore dans les conditions dégradantes du régime de l'aide d'urgence. À l'image du résultat sur Frontex, cet accueil à géométrie variable ne fait qu'illustrer la persistance de la xénophobie et du racisme en Suisse.

La rédaction

Au sommaire de ce numéro

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>4 Actualités
Rapport du Giec : la rupture comme pragmatisme</p> <p>5 Avortement : la Cour suprême accouche d'une injustice</p> <p>6 Retraites : la droite peint systématiquement le diable sur la muraille</p> <p>7 Disparition : hommage à Christian Vullioud</p> <p>7 Le poing, la rose et le casse-noix</p> <p>8 Dossier</p> <p>9 Pages de gauche a vingt ans !</p> <p>9 Plus d'analyses, plus d'opinions !</p> <p>10 « L'environnement juridique suisse n'est pas favorable au journalisme »</p> <p>12 « Renforcer et alimenter une classe consciente d'elle-même »</p> | <p>14 « On n'a pas à être ami·e avec les politiques »</p> <p>15 Pour un service public audiovisuel démocratique et socialement financé</p> <p>16 Faire vivre le débat au sein du syndicat</p> <p>18 La nouvelle <i>Republik</i> outre-Sarine</p> <p>20 Conclusion : pour une presse libre</p> <p>21 Culture
À l'abordage des stéréotypes</p> <p>21 L'histoire avec un tout petit h</p> <p>22 Un pionnier avant l'anticolonialisme</p> <p>22 Se confronter à l'immonde histoire raciste commune</p> <p>23 Livres</p> <p>24 Parution
20 ans de caricatures</p> <p>24 La Der
Le tube de l'été</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapport du Giec

La rupture comme pragmatisme

Le 4 avril 2022, le Groupe d'expert·e·s intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), organisme intergouvernemental ouvert aux différents pays membres de l'ONU, publiait la troisième et dernière partie de son sixième rapport. Dans cette publication, le collectif de recherche développe le large panel de solutions qui s'offrent aujourd'hui à nous pour limiter les impacts du réchauffement climatique, sans pour autant faire l'économie de ce que cela demandera comme changement de paradigme aux échelles nationale et internationale. Résumons ici les différentes problématiques traitées dans le rapport, qui justifient dès lors une seule conclusion : si nous voulons réussir le défi qui se présente aujourd'hui aux populations, alors seul un dépassement total du capitalisme est à réaliser.

Le choix de changements radicaux

Les enjeux d'un changement vers une réelle alternative viable pour l'humain sont dans un premier temps pratiques. D'une part, il est aujourd'hui plus que nécessaire de lancer un réel plan de transition des énergies fos-

siles et carbonées vers des énergies dites renouvelables (hydrauliques, solaires, thermiques...) à l'échelle globale. Une transition radicale : diminution de 95% de l'utilisation du charbon, 60% pour le pétrole et 40% pour le gaz d'ici à 2050. S'ajoute à ça une gestion profondément repensée des productions recyclables. Les politiques concernant les espaces liés à l'agriculture, les forêts, la mer, ou les océans doivent désormais se mener en les considérant dans leur rôle majeur dans la captation des émissions de CO₂. Les enjeux sont pratiques, mais aussi sociaux. Le rapport du Giec est très clair, si les secteurs précédemment cités sont à la base des défaillances écologiques de nos sociétés, les premiers groupes responsables sont avant tout les bourgeois·e·s. Rappelons le récent scandale qui a touché nos voisin·e·s français·e·s, qui apprenaient qu'un mois suffisait à Bernard Arnault pour évaluer 17 ans de production de carbone d'une citoyen·ne moyen·ne, cela sans même compter les émissions carbonées des nombreuses entreprises dont il est actionnaire, sûrement à même de multiplier massivement ce chiffre déjà impressionnant. Investir dans une

profonde et réelle transition écologique ne pourra jamais coûter, pratiquement, plus cher que les coûts que vont engendrer les conséquences de notre potentiel échec. Il nous faut impérativement repenser tout notre système de production et de consommation. Le corollaire de cette transition est l'avènement d'un système économique et social basé sur une sobriété nouvelle et l'abolition de la consommation absurde des sociétés capitalistes néo-libérales.

Plusieurs scénarios envisageables

Toujours dans son rapport, le Giec postule des scénarios possibles vers lesquels peuvent tendre nos sociétés. Au nombre de cinq, ils sont pensés selon deux axes principaux, deux problèmes majeurs, celui de l'adaptation aux conséquences du chemin emprunté d'une part, et d'autre part, celui de l'atténuation des dites conséquences. Des cinq potentiels chemins empruntables, pratiquement tous, perpétuant les caractéristiques néolibérales pourtant au cœur du problème, n'écartent qu'une partie du danger. Il n'en est qu'un seul qui puisse répondre réellement aux défis de l'adaptation et de l'atténuation : celui qui prône réellement une rupture avec le système actuel. Non seulement il nécessite l'abolition de la double exploitation productiviste de l'humain et de la terre propre au capitalisme, mais il n'est viable que dans un monde de collaboration et de coopération internationale détachées de tout principe compétitif.

Il serait en vérité difficile de douter de la rigueur scientifique du dernier rapport du Giec. Il démontre plus que jamais la nécessité de penser l'écologie non plus comme un vernis politique mais comme un défi réellement vital que seul un dépassement total, radical et sans compromis possible du capitalisme permettrait. La conclusion est simple. Le socialisme, vite!



Avortement

La Cour suprême accouche d'une injustice

La fuite révélée par Politico sur la décision attendue de la Cour suprême américaine en matière de législation sur l'avortement n'avait fait que confirmer les pires craintes des militantes pour les droits des femmes qui alertent depuis des années, et même des décennies sur la situation précaire de la dépénalisation de l'avortement aux États-Unis. Ces craintes ont été confirmées vendredi 24 juin 2022 avec l'arrêt final.

En 1973, au moment du jugement *Roe v. Wade*, une trentaine d'États (sur 50) interdisent totalement l'avortement. Le cas *Roe* provient d'une demande d'avortement faite au Texas, État qui n'accorde alors aucun droit d'avorter. En janvier 1973, la Cour décide que l'interdiction totale d'avorter du Texas est non constitutionnelle. Elle invoque dans une décision à 7 contre 2 juges (tous des hommes) un droit à la vie privée et à décider pour soi-même, un droit garanti par plusieurs amendements constitutionnels. Cette décision impose également un système régulant le droit des États à légiférer en fonction des trimestres de grossesse, qui sera révisé lors d'une décision ultérieure de la Cour en 1992 (*Planned Parenthood v. Casey*), dont beaucoup ont cru qu'il allait faire tomber *Roe v. Wade*. Ce dernier jugement remplace le critère des trimestres par celui de la viabilité du fœtus, estimée à 23 semaines.

Le cas devant la cour aujourd'hui

En 2018, l'État du Mississippi adopte une loi limitant l'avortement à la 15^e semaine de grossesse sauf urgence médicale menaçant la vie de la mère ou de malformations importantes rendant le fœtus non viable en dehors de l'utérus. À la suite de l'adoption de cette loi, la seule clinique pratiquant encore des interruptions de grossesse dans l'État, la *Jackson Women's Health Organization*, a poursuivi le représentant en charge de la santé, Thomas E. Dobbs, auprès des tribunaux en faisant valoir le droit à l'avortement garanti par les ar-

rêts de la Cour suprême. Les cours de première instance ont accordé une injonction immédiate empêchant la mise en œuvre de la loi avant de simplement annuler la législation, car elle enfreint le droit à une interruption de grossesse aussi longtemps que le fœtus n'est pas viable. La question devant la Cour suprême était la constitutionnalité de l'interdiction de restreindre le droit à l'avortement dans la période de « pré-viabilité » du fœtus.

Radicalisation conservatrice

Le brouillon publié par *Politico* de la décision du juge catholique et conservateur Samuel Alito avait choqué le public et les juristes moins par ses conclusions que par le manquement total aux formes d'une argumentation juridique. La décision majoritaire de la cour retrouve une forme plus convenable, mais le fond reste tout aussi choquant, surtout parce qu'elle menace tout l'équilibre du système judiciaire en prétendant à une portée largement plus grande que les arrêts habituels de la Cour. La contradiction logique principale reste la pseudo défense du droit du « Peuple » — comprenez les États conservateurs — à fixer la législation sur l'avortement, contre le droit des individus à décider pour eux-mêmes.

La radicalisation de la Cour suprême américaine qu'illustre cette affaire engendrera peut-être enfin une prise de conscience du fait que le système judiciaire est aussi politique et puissant que les autres pouvoirs d'un État, mais soumis à moins de contrôle démocratique. La radicalisation du parti républicain aux États-Unis conduit à une

situation unique au monde, où ce n'est pas une majorité catholique (sauf à la Cour suprême), mais protestante, qui prend parti contre l'interruption de grossesse.

Droit à la vie privée et démocratie

Les débats autour de l'avortement aux États-Unis témoignent ainsi d'un renversement des positions partisans habituelles entre droits individuels et gestion du collectif: l'avortement, défendu comme un droit à décider pour soi-même, à son autonomie, est combattu au nom d'une vie qui n'en a aucune par les partisan·e·s du droit de tuer, de protéger leur domicile par des armes à feu et d'une autonomie confinant à l'égoïsme en matière de solidarité sociale et économique. Outre le caractère contradictoire des positions républicaines en matière de droits individuels, à observer la façon dont cette droite se soucie des autres, que ce soient des personnes migrantes, des minorités raciales et sexuelles ou des femmes, il est difficile de ne pas voir dans cette posture l'expression d'un patriarcat raciste et classiste cherchant moins à protéger la vie que son monopole sur le droit d'y mettre fin.

Stéphanie Pache

La version intégrale de cet article est disponible sur notre site Internet.

Démédicaliser l'avortement

Joe Biden a déjà annoncé des mesures fédérales d'aide, dont un accès à la pilule abortive. Mais quelles actions pour les femmes? Retour à l'entraide et à l'auto-gynécologie! Il s'agit de réactualiser la critique féministe de la médicalisation des corps féminins et de poursuivre la diffusion de la pratique non médicalisée de l'avortement qui, bien conduite, ne présente quasi aucun risque dans la plupart des situations. Sans clinique à terroriser ni corps professionnel à inculper, il est possible de limiter la prise de pouvoir des extrémistes chrétien·ne·s sur le corps des femmes. La lutte pour la libre disposition de son corps passe d'abord par la réappropriation de celui-ci, sa connaissance autant que sa soustraction à l'autorité médicale comme étatique. *SP*

Retraites

La droite peint systématiquement le diable sur la muraille

Alors que le peuple suisse se prononcera par référendum le 25 septembre 2022 sur AVS 21, le Syndicat des services publics (SSP) a récemment révélé que les comptes de l'AVS ont été bouclés en 2021 sur un confortable bénéfice de 2,6 milliards de francs. Pour mieux comprendre l'enjeu de cette annonce, nous avons posé quelques questions à Michela Bovolenta, secrétaire centrale du SSP.

Quel est l'état actuel des comptes de l'AVS ?

Contrairement à toutes les prévisions catastrophistes, les comptes de l'AVS sont dans le noir. Le 1^{er} juin, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) a publié les résultats de l'AVS pour 2021 : l'AVS a clos l'exercice 2021 avec un résultat de répartition de plus 0,9 milliard de francs. Si on y ajoute le produit des placements, l'excédent est de 2,6 milliards de francs. La fortune de l'AVS se monte à 49,7 milliards de francs, ce qui correspond à 105,8% des dépenses d'une année. On est loin de la catastrophe annoncée. D'autant que déjà en 2020, l'AVS avait enregistré un excédent de 1,9 milliard de francs.

Quelles sont les perspectives à long terme d'évolution du financement de l'AVS ?

Selon les dernières perspectives financières de l'OFAS, l'AVS aurait besoin d'un financement additionnel de 4,7 milliards de francs en 2032. En tenant compte des revenus de la fortune de l'AVS, ce montant est même réduit à 3,7 milliards. Cette prévision pessimiste doit toutefois être relativisée.

D'abord, toutes les perspectives catastrophistes du passé ont été démenties par les faits. En 2011, le Conseil fédéral prévoyait que « vers 2020, la fortune de l'AVS commencera à fondre de plus en plus vite. On prévoit ainsi que vers le milieu de la prochaine décennie les liquidités du Fonds de compensation de l'AVS seront inférieures à 50% des dépenses d'une année ». Or, en 2020, la fortune de l'AVS se montait à 47 mil-

liards de francs, soit à 102,6% des dépenses annuelles. L'effondrement annoncé n'a pas eu lieu.

Ensuite, même si on prenait ces perspectives pour de l'argent comptant, d'après les calculs de l'OFAS lui-même, il suffirait d'une hausse de cotisation de 1% pour engranger 4,7 milliards de cotisations supplémentaires et colmater la brèche annoncée pour 2032. Pour un salaire de 5'000 francs, cela correspond à 25 francs par mois pour l'employé-e et à autant pour l'employeur. C'est un montant vraiment modeste qui prouve bien que le financement de l'AVS n'est pas un souci.

Pourquoi les soi-disant déficits du premier pilier sont-ils si souvent mis en avant ?

Ils servent à justifier des mesures de régression sociale qui sont impopulaires, car nuisibles à la qualité de vie de la majorité de la population. N'oublions pas que nous en sommes à la troisième votation sur l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes. La 11^e révision de l'AVS a échoué en votation populaire en 2004, puis en 2010, le Parlement fédéral a enterré un nouveau projet de 11^e révision de l'AVS-BIS. Et en 2017, c'est le projet de Prévoyance vieillesse 2020 (PV 2020), qui a été refusé en votation populaire.

Justifier l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes par l'égalité n'est pas crédible puisque tout le monde peut voir la mollesse avec laquelle les autorités politiques combattent les inégalités salariales ou les violences sexistes et sexuelles. Et l'argu-

ment du vieillissement de population ne prend du sens que si on fait croire à la population que nous n'avons pas les moyens de financer les retraites plus longtemps.

Pourquoi AVS21 doit-il être combattu dans les urnes ?

Déjà parce que la majorité du peuple a dit deux fois non à la hausse de l'âge de la retraite des femmes. On s'attend d'un parlement élu qu'il tienne compte de l'avis de la population et qu'il fasse preuve d'un peu d'imagination pour proposer autre chose. Et parce que ce non ne vient pas de nulle part. Il est ancré dans une réalité sociale, dans le vécu des gens, dans l'expérience des salarié-e-s. Le monde du travail devient de plus en plus concurrentiel, la pression à la performance augmente, les rythmes de travail s'intensifient : les problèmes de santé, les *burnouts*, le chômage de longue durée touchent davantage les salarié-e-s de 50 ans et plus et dans nombre de secteurs comme la santé, il est difficile de rester en emploi après 60 ans.

Ensuite il est légitime d'aspirer à quelques années de retraite en bonne santé après une vie de labeur. Augmenter l'âge de la retraite c'est réduire cette période pour toutes celles qui ont des petites rentes et qui ne peuvent pas se permettre une préretraite, contrairement à celles, et surtout à ceux, qui ont eu de hauts salaires et peuvent choisir de partir avant.

Enfin, les jeunes aspirent à travailler moins professionnellement pour avoir davantage de temps et réduire l'impact de l'actuelle logique productiviste sur le climat. Augmenter l'âge de la retraite va à l'encontre de cette tendance. D'autant que la droite ne s'en cache pas : AVS 21 n'est que le premier pas : son but est la retraite à 66 ou 67 ans pour tout le monde.

*Propos recueillis par
Joakim Martins*

La version intégrale de cet article est disponible sur notre site Internet.

Disparition

Hommage à Christian Vullioud

Notre dessinateur Christian Vullioud est décédé le 3 mai, à l'âge de 58 ans. La rédaction et le comité du journal ont appris cette nouvelle avec une grande tristesse.

Christian a accompagné *Pages de gauche* dès son premier numéro et n'en a presque manqué aucun depuis, jusqu'au numéro du printemps 2022. C'est la seule personne de la rédaction qui peut se targuer d'une telle longévité, avec la production de centaines de dessins depuis le tout premier qu'il a dessiné pour le journal et qui accompagnait le n° 1 de *Pages de gauche*, paru en mai 2002. Il y brocardait la droite et son opposition à une assurance-maladie sociale, un sujet sur lequel il reviendra très souvent. On y voit le personnage qu'au sein de la rédaction nous avons fini par appeler Jean-Rodolphe (un nom qui lui avait été donné en référence à l'ancien Conseiller fédéral Hans Rudolf Merz) et qui représentait la caricature du patron.

Son activité de graphiste lui donnait des compétences en informatique plus développées que celles des autres membres de la rédaction. Christian s'est donc assez naturellement occupé de la mise en page du journal, en un temps où il fallait encore faire parvenir les fichiers à l'imprimeur sur CD-Rom car ils étaient trop volumineux pour être envoyés électroniquement. Il la réalise dès qu'une nouvelle maquette apparaît en 2003, puis il confiera la mise en page à Joël

Burri en 2006 et se concentrera désormais uniquement sur ses illustrations.

Christian nous envoyait avec régularité ses dessins peu avant le bouclage de notre journal, comme il l'a encore fait à la fin du mois de mars, et permettait à *Pages de gauche* de maintenir un lien avec cette vieille et belle tradition du dessin de presse. La galerie de ces centaines de caricatures compose un accéléré de l'actualité politique suisse et internationale de ces vingt dernières années. On s'amuse à y retrouver des figures aujourd'hui complètement oubliées. Certaines plaisanteries sont devenues incompréhensibles alors que d'autres pourraient être republiées telles quelles sans aucun problème, la politique suisse étant parfois d'une désespérante répétitivité.

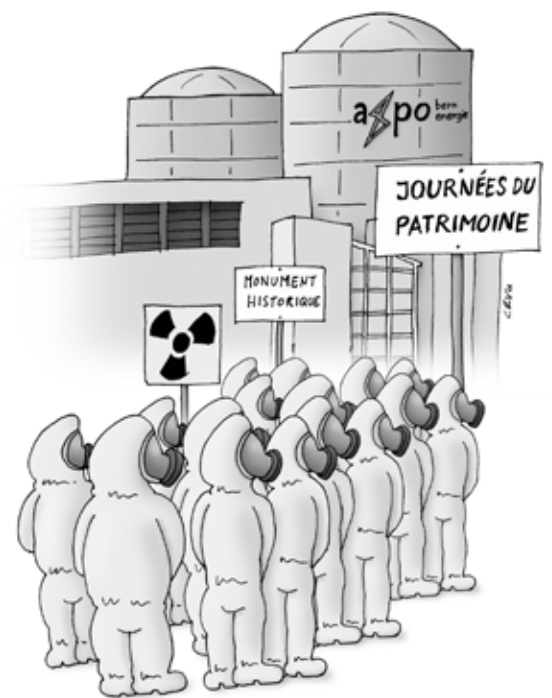
On le sait, les lectrices-eurs entretiennent une sorte de familiarité avec les dessinateurs-eurs de presse, si bien qu'ils et elles ont souvent l'impression de connaître celles et ceux qui se cachent derrière ces dessins et caricatures sans même les avoir rencontré-e-s. Même pour la rédaction, aux réunions de laquelle Christian ne participait plus depuis longtemps, il était cette présence distante, depuis la Vallée de Joux où il habitait, et pourtant toujours proche.

Dans un entretien réalisé à l'occasion des dix ans du journal en 2012, il nous confiait qu'il n'aurait jamais cru que *Pages de gauche* tiendrait pen-

dant aussi longtemps. Une décennie plus tard, on peut parier que son incrédulité s'était sans doute encore accrue, mais cela ne l'avait pas empêché de continuer à participer à cette belle aventure.

Cette voix discrète qui s'est tue au sein de la rédaction, cette plume qui s'est définitivement posée au bord de la planche à dessin, elle nous manquera assurément.

La rédaction



Beznau devient la centrale nucléaire en activité la plus vieille du monde (n° 109, mars 2012)

LEPOING



Renouant ainsi avec une longue tradition syndicale helvétique, **Syndicom** se voit adjoindre le poing du numéro pour avoir négocié une convention collective de complaisance avec Smood. Cette dernière, qui a été adoptée sans débat préalable à travers l'application mobile du patron, ne s'applique pas aux sous-traitant-e-s de l'entreprise et ne règle à aucun moment le problème central du décompte du temps de travail.

ROSE



La rose revient à **Clémentine Autain et à la cellule de lutte contre les violences sexistes de La France insoumise (LFI)** pour avoir géré de manière exemplaire, c'est-à-dire de façon juste et rapide, les accusations de violences sexuelles à l'encontre de leur candidat Taha Bouhafs. Alors qu'Emmanuel Macron persiste à placer des hommes accusés de viol à la tête de l'État, le candidat LFI se sera vu retirer son investiture aux législatives en moins de trois jours.

LE CASSE-NOIX



Pour préparer la grève féministe de 2023, le **Parti socialiste vaudois** a accordé une seconde dérogation à un Conseiller national pour lui permettre de se représenter... une cinquième fois, plutôt que de se lancer dans un combat de coqs qu'il était sûr de perdre. C'est certain qu'avec pareille manœuvre, le parti va se relancer auprès des femmes, des jeunes et de toutes les personnes qui croient à la démocratie.

**PAGES
DE
GAUCHE**

Le dossier



La direction du PS pour l'achat de nouveaux avions de combat (n° 165, automne 2017)

Quel avenir pour la presse indépendante ?

La liberté de la presse est un mot souvent utilisé, mais mal compris. Pour ce dossier, nous avons choisi de donner la parole à ceux et celles qui contribuent au quotidien à la faire vivre et qui participent ainsi très concrètement à un fondement essentiel des États démocratiques : l'accès libre à des informations indépendantes, variées et de qualité.

Les travailleuses-eurs professionnel-le-s de la presse ou les militant-e-s de la presse d'opinion occupent une position centrale particulièrement intéressante, car au plus proche de la production d'informations et des enjeux de lutte qui la traversent. Nous leur avons donné la parole pour en apprendre plus sur ce qui menace et ce qui maintient le droit fondamental de la liberté de la presse.

Dans ce dossier, nous avons choisi de nous entretenir en particulier avec les travailleuses-eurs des journaux et médias indépendant plutôt qu'avec ceux et celles des grands groupes de presse, car nous sommes persuadé-e-s de la grande importance de leur engagement pour véhiculer et diffuser une perspective et des idées de gauche sur l'actualité, qu'elle soit sociale, politique, économique ou

culturelle. Vous pourrez ainsi découvrir dans notre dossier l'histoire militante et la ligne du journal américain Jacobin, né durant le mouvement Occupy et maintenant très proche de l'aile socialiste démocratique du parti démocrate étatsunien. À une échelle plus locale, nous avons également conduit un entretien avec Sylviane Herranz, rédactrice en cheffe de L'Événement syndical, le journal syndical le plus important et le plus diffusé de Suisse romande. Outre-Sarine, nous avons discuté de Republik, avec Daniel Biswanger co-responsable des pages culturelles de ce nouveau média en ligne qui compte déjà 28'000 abonné-e-s (également coopératrices-eurs du média) et membre de la première heure de ce projet né en réaction à l'effondrement de la qualité et de la diversité de la presse suisse. Nous vous proposons ensuite un retour historique présentant l'évolution du paysage médiatique indépendant suisse. En conclusion du dossier et face aux attaques de la droite sur le principe d'aide publique à la presse, nous discutons cette question de manière critique et présentons quelques arguments et idées que nous avons pour renforcer l'application de ce principe.

Pages de gauche a vingt ans !

DOSSIER Notre journal a fêté ce printemps ses vingt ans. Plusieurs générations de rédacteurs et de rédactrices ont confectionné ces 184 numéros, depuis le tout premier, paru en mai 2002, jusqu'à celui que vous tenez entre vos mains.

L'idée de lancer un nouveau journal politique en Suisse romande, destiné aux membres des partis de gauche, des syndicats et du monde associatif, est née lors du Forum social mondial de Porto Alegre en 2001. Une poignée de militant·e·s s'attelle alors au projet et fait paraître un premier numéro « zéro » en mars 2002 puis, deux mois plus tard, le numéro 1. Mensuel jusqu'en janvier 2017, *Pages de gauche* change alors de formule et se transforme en trimestriel, avec une pagination plus importante. Depuis 2021,

nous publions en outre chaque année un hors-série avec une sélection des articles parus en ligne durant l'année précédente.

L'intégralité de nos archives est disponible en ligne. On y trouve également de nombreux articles inédits, notamment lorsqu'ils réagissent à une actualité immédiate ou quand leur format se prête mal à une publication dans le journal imprimé, en particulier en raison de leur taille.

Nous l'avons souvent dit, être parvenues à publier un journal de gauche indépendant de toute autre source de financement que ses abonnements pendant aussi longtemps est, pour toutes les personnes qui ont participé à cette aventure à un moment ou à un autre, une source de fierté. Au milieu des bouleversements qui affectent toute la presse, et avec l'obstacle supplémentaire d'un

positionnement politique minoritaire, cette longévité est en même temps une responsabilité. Nous avons toujours cru à l'importance du débat au sein de la gauche et n'avons jamais tu nos divergences avec l'une ou l'autre des forces qui la composent, non par certitude d'avoir raison contre tout le monde, mais par crainte que ce débat ne se tarisse. Ce n'est pas pour rien que nous revendiquons de faire un journal « d'opinions » : celles-ci sont plurielles, et ne se peuvent dire dans le langage du vrai. C'est la raison pour laquelle il s'agit d'un travail toujours à refaire, et que nous allons continuer !

Antoine Chollet

À lire : Pages de gauche, 10 ans, le livre que les patrons n'achèteront pas..., Vevey, L'Aire, 2012.

Plus d'analyses, plus d'opinions !

DOSSIER Ce n'est qu'enfoncer des portes ouvertes que d'affirmer que le journalisme est en crise. Les recettes de la plupart des journaux ne cessent de diminuer. Les abonnements sont en baisse et les rendements publicitaires sur Internet sont bien moins élevés que sur papier. En résulte un accaparement croissant des titres par certains grands groupes. Même si en Suisse cette concentration n'est pas encore au niveau de ce que l'on peut observer en France ou aux États-Unis, son bassin de population restreint engendre des difficultés supplémentaires pour la survie de petits titres et d'une certaine diversité médiatique. Face à ce danger, beaucoup à gauche estiment comme salvatrice l'idée de subventionner publiquement certains journaux privés.

Le problème est pourtant bien plus large. Maintenant que

l'information brute est accessible avec une facilité déconcertante en grande partie à travers les plateformes, le journalisme se doit de se distinguer par l'analyse et la mise en perspective de cette information. Sinon, autant rester sur Twitter. Nous observons d'ailleurs une tendance à une augmentation des reprises de brèves ATS, elles-mêmes dérivées de communiqués de presse et économiques. Les rédactions se regroupent pour publier les mêmes textes dans différents titres, et l'argent alloué au journalisme d'investigation est en constante diminution.

On peut ajouter à cela l'aberrant discours dominant sur la neutralité journalistique qui prétend qu'on ne puisse être journaliste en exprimant ses idées politiques. Pourtant, rien que la sélection d'une information plutôt qu'une autre est déjà

politique. Les chances que le journalisme d'actualité se refasse une beauté dans les prochaines années semblent de ce fait limitées. L'illusion entretenue par nombre de journaux d'actualité d'être un arbitre transversal du débat politique conduit le champ médiatique à un ennui dépolitisant.

Le journalisme d'opinion est là au contraire pour s'inscrire dans le débat démocratique et l'alimenter. Toujours avec la même intégrité face au respect des faits, il ajoute un sens à l'information grâce à une grille de lecture annoncée au préalable. Son rôle démocratique est vital, mais plus encore, il a le potentiel de repolitiser et recréer du commun dans une société où la solitude face à une information brute et brutale est souvent décourageante.

Bertil Munk

« L'environnement juridique suisse n'est pas favorable au journalisme »

Les médias suisses, indépendants ou non, vivent des temps agités. Pour Pages de gauche, l'historien de la presse Alain Clavien a accepté d'en commenter le paysage ainsi que les récentes transformations et difficultés qui la traversent.

DOSSIER *Qu'entend-on par journalisme politique et qu'est-ce qui le différencie du reste de la presse ?*

Les définitions peuvent varier, mais on peut distinguer presse politique et presse d'opinion. Pendant longtemps en Suisse, nous avons eu une presse politique au sens premier du terme, c'est-à-dire que les journaux constituaient la courroie de transmission entre les partis et les lectrices-eurs. Jusqu'à la fin des années 1950, il s'agit de la presse dominante. Le lien entre les partis peut y être plus ou moins étroit. Par exemple, à la *Nouvelle Revue de Lausanne*, des membres de la direction du parti radical relisaient systématiquement les articles. Ce type de presse a pratiquement disparu aujourd'hui.

Actuellement, il existe une presse d'opinion qui défend des positions idéologiques claires et affirmées, mais qui n'entretient pas de lien formel avec un parti. On en a deux illustrations frappantes du côté de Zurich où coexistent la *WOZ* et la *Weltwoche*. Je la vois exister aussi du côté des ONG à l'image du magazine de *Public Eye*. Ceci dit, la frontière entre la presse d'opinion et la presse d'information est parfois ténue. Par exemple quand on pense au journal *Le Temps*, on pense à un journal d'information généraliste, ce qu'il est, mais avec une ligne économique (néo)libérale claire. Ce n'est pas un journal d'opinion au sens où il ne revendique pas sa ligne néolibérale, mais il n'en a pas le besoin puisque ses lectrices-eurs le savent très bien. Le cas du *Courrier* est plus clair puisque ce quotidien généraliste ne cache pas son engagement à gauche.

Qu'est-ce qui a signé le déclin du journalisme politique à partir des années 1950 ?

À partir des années 1960, une bonne partie des journaux politiques va disparaître ou être contrainte de réduire drastiquement son rythme de parution. On assiste à une désaffection face à cette presse très étroitement liée aux partis et les raisons qui l'expliquent sont multiples. Tout d'abord, un changement de mentalité s'opère et les nouvelles générations ne sont plus enclines à ce qu'on leur dise ce qu'elles doivent penser et croire. On souhaite désormais partir de l'information pour se forger une opinion. Or la presse politique ne donne que des informations partisans qui ne satisfont plus ses lectrices-eurs et elle ne sait pas se réformer. Finalement, les années 1960 marquent le point culminant des Trente Glorieuses. Les hausses régulières des salaires vont en partie assécher les revendications de gauche. L'individualisme et le consumérisme progressent, entraînant un désintérêt pour la politique politicienne et les journaux qui la servent.

Quelles sont les récentes évolutions du journalisme politique et d'opinion ?

Le changement de vecteur. Comme je le disais, la presse politique au sens strict d'organe de parti n'existe plus en version papier. Les partis politiques ont des sites Internet qui leur permettent d'informer leurs adhérents. Une partie de la presse d'opinion est également en ligne, que l'on songe au site *Renversé* ou à celui d'extrême droite *Les Observateurs*. Cela devrait se renforcer puisqu'un site coûte moins cher qu'un journal papier et les groupements militants n'ont sou-

vent que peu de moyens. C'est par exemple le cas des mouvements en faveur du climat, comme XR Rebellion ou Renovate. Le manque de moyens se remarque parfois aussi dans le contenu. On est souvent proche du blog. Pour apporter de l'information et des enquêtes, il faut du temps et des moyens, alors que le commentaire ou le billet d'humeur ne coûte pas grand-chose. Cela peut en partie expliquer la disparition de *Domaine Public* qui ne manquait pas de lectrices-eurs, mais de contributrices-eurs.

En Suisse, de quelle manière la liberté de la presse est-elle entravée ?

Il existe des limitations inquiétantes et surnoises à la liberté de la presse en Suisse. Son environnement juridique n'est pas favorable au journalisme, et en particulier au journalisme d'investigation. En premier lieu, la juridiction suisse favorise fortement la protection de la personnalité face au droit à l'information. Il y a encore quelques jours, le Parlement a révisé le Code de procédure civile. Actuellement un tribunal ne peut ordonner de mesures provisionnelles contre un média que si l'atteinte s'avère propre à causer un préjudice particulièrement grave. Le projet prévoit de supprimer le « particulièrement » ; ce qui rendra la position des journalistes encore plus difficile qu'elle ne l'est. Aujourd'hui déjà, des journaux n'osent plus se lancer dans certaines affaires de peur d'être poursuivis. Du côté des journalistes, la loi sur la transparence devrait théoriquement leur rendre l'accès facile aux documents administratifs, mais il semblerait qu'en pratique ce soit toujours la croix et la bannière pour les obtenir.

Ensuite, il est difficile de ne pas citer l'article 47 de la loi fédérale sur les banques qui interdit que l'on évoque celles-ci à partir de documents leur ayant été subtilisés ou communiqués par des tiers. Cela conduit à des situations absurdes comme celle de

l'affaire des *Swissleaks*. Tous les journaux européens en parlaient, excepté les suisses. Si l'on veut s'informer sur les turpitudes des banques suisses, il nous faut lire la presse étrangère, comme des Russes qui voudraient s'informer sur la guerre en Ukraine... Toutes ces limites juridiques servent les intérêts des puissants, des «élites» économiques et politiques qui, malgré les belles déclarations sur le rôle de la presse en démocratie, supportent mal la critique et ne tiennent pas à ce qu'on éclaire les zones d'ombre.

Justement, assiste-t-on à un recours inédit à la justice contre la presse ?

On peut penser à diverses récentes affaires (Paulsen, Broulis, Maudet, etc.), mais je ne crois pas que cela soit pour autant inédit. Les années 1970-80 avaient marqué un âge d'or du journalisme d'investigation en Suisse. Dans les années 1980, les chambres revoient le Code civil pour renforcer la protection de la personnalité et le nombre de procès explose alors. Rien qu'entre 1985-1996, *L'Hebdo* en comptera une trentaine. Cela coûte cher à l'éditeur et cela dissuade les journalistes de mener certaines enquêtes. Les grandes enquêtes se font alors plus rares et le nombre de procès diminue. Peut-être aussi l'illusion, née avec la chute du Mur, que le monde occidental est un monde parfait joue un certain rôle. Depuis quelques années, les journaux se sont remis à réaliser des enquêtes, mais d'une manière moins poussée qu'elles ne l'étaient dans les années 1980, car les rédactions ont fondu et que les éditeurs ne veulent plus investir pour cela. Le dépôt de plainte n'est donc pas quelque chose de nouveau, mais un phénomène qui revient. Cyniquement, on pourrait y voir une bonne nouvelle, comme le signe que les journaux font leur boulot.

Dans quelle mesure la presse suisse est-elle concentrée et quelles en sont les conséquences ?

Toujours pour motifs économiques, la concentration des médias en Suisse s'est faite schématiquement en deux vagues

successives. La première dans les années 1990 pour cause de problèmes techniques et d'imprimerie, la seconde dans les années 2000 lorsque la publicité, alors principale rentrée d'argent, part en ligne. Désormais, quatre à cinq groupes dominent la presse quotidienne et cela ne va pas sans poser des problèmes, notamment de diversité. De plus en plus de pages sont échangées entre les journaux d'un même groupe. Cela n'est pas sans conséquence aussi pour les journalistes pour qui, après avoir eu des ennuis avec un groupe, n'ont pas de grandes possibilités de retrouver du job. Cela pousse évidemment à la prudence, voire à l'autocensure. Malgré la présence du cas Blocher, je ne crois néanmoins pas qu'on puisse comparer presse suisse et presse française. À l'inverse de Bolloré, le souci des groupes de presse est avant tout de gagner de l'argent, pas d'imposer un programme politique précis.

Quelle est selon vous la responsabilité des GAFAM dans le déclin de la presse ?

Le premier problème est que les GAFAM ont pompé une part importante de la publicité. Dans les années 1980, celle-ci constitue 80% des rentrées d'un journal. Sur ces chiffres, la moitié provient de petites annonces. Cela a filé sur les sites et les plateformes. Ce qu'il y a de paradoxal, c'est que des groupes de presse ont racheté un certain nombre de ces sites, mais ils n'en font pas profiter leurs journaux en décidant de séparer leurs activités. D'un côté, les journaux sont déficitaires, ce qui permet de mettre des journalistes à la porte tout en espérant une aide de l'État. De l'autre, toujours dans même entreprise et dans le département d'à côté, ça déborde d'argent, mais on ne fait pas de transfert.

L'autre problème c'est que les GAFAM volent l'information. Google News par exemple agrège les titres et leurs chapeaux, parfois aussi des extraits d'article de très nombreux journaux. Ce matériel est mis gratuitement à disposition des utilisatrices-eurs. L'argument avancé est alors que les gens iront par la suite regarder le journal d'où est tirée l'information, ce qu'ils ne

font bien entendu jamais. Google n'a pas de journalistes. Il fait du plagiat tout en éloignant les personnes des journaux.

Pour perdurer, quelles stratégies la presse met-elle en place ?

Si j'avais la solution, je serais en ce moment payé à prix d'or. L'un des défis importants consiste à persuader le lecteur ou la lectrice que l'information a un prix et qu'il vaut la peine de payer pour lire un journal. C'est un défi, parce que les éditrices-eurs sont en grande partie responsables de leur actuelle situation. Ils se sont tiré une balle dans le pied en passant au tout gratuit. Au début des années 2000, apparaissent non seulement les premiers journaux d'information gratuits, mais de nombreux journaux proposent également leur contenu gratuitement en ligne. Les éditrices-eurs pensaient alors que les lectrices-eurs, et en particulier les jeunes, allaient trouver leurs articles si formidables qu'elles-ils allaient s'abonner au journal. C'est un raisonnement qui paraît aujourd'hui absurde. Maintenant les éditrices-eurs doivent faire le chemin inverse, convaincre que l'information a un prix.

L'autre question qui se pose, c'est combien de temps les journaux resteront-ils au papier, pour des raisons économiques, mais aussi écologiques? Aujourd'hui, les journaux généralistes craignent encore qu'en délaissant le papier, ils perdent un électorat vieillissant que ne compenserait pas un lectorat plus jeune.

*Propos recueillis par
Léo Tiquely*

« Renforcer et alimenter une classe consciente d'elle-même »

Dans le monde des médias d'opinion, il existe un autre journal socialiste, trimestriel et en ligne. À la différence majeure que celui-ci officie aux États-Unis. Avec ses 75'000 abonné·e·s et son audience mensuelle sur son site de trois millions, Jacobin Magazine interpelle quant à son influence politique en Amérique du Nord mais aussi de ce côté-là de l'Atlantique. Entretien avec Meagan Day, éditrice de Jacobin et autrice de Maximum Sunlight (2016) et de Bigger than Bernie: How We Go from the Sanders Campaign to Democratic Socialism (2020).

DOSSIER **Quelle est l'histoire du journal ?**

Jacobin Magazine est aujourd'hui le plus grand journal d'opinion de gauche des États-Unis. Sur les dernières décennies, aucun autre périodique socialiste n'a eu une telle portée, comparable à certains gros médias *liberals* (terme propre au contexte politique d'Amérique du Nord qui correspond à l'idéologie dominante du parti démocrate). *Jacobin* a été publié pour la première fois en 2010 et a commencé à prendre de l'ampleur un an après durant *Occupy Wall Street*. Pendant cette période, le journal a pu se faire une place dans les discussions politiques grâce à ses idées radicales qui faisaient écho au mouvement contestataire. Ne représentant pas seulement une alternative à la conception *liberal* d'un changement institutionnel, *Jacobin* a aussi opposé une alternative à un anarchisme décentralisé qui était à l'époque la perspective dominante à gauche. Avec sa position socialiste, le journal faisait plus référence à la vieille tradition de gauche des États-Unis.

Durant ses premières années, quand le journal était encore marginal, nous étions œcuméniques à gauche en publiant une large variété de perspectives différentes dans le but de rassembler la gauche au sein d'une même entité, en gardant un certain périmètre idéologique (par exemple vis-à-vis de l'anarchie). Avec le temps une ligne politique plus concrète et cohérente

s'est dessinée. Cette dynamique trouve son explication par l'augmentation en importance qu'ont prise les idées socialistes, entre autres à travers les deux campagnes de Bernie Sanders qui ont résonné chez la jeunesse et lui ont permis de mieux se définir politiquement. *Jacobin* est devenu une maison politique commune pour cette génération.

Comment définissez-vous cette ligne politique ?

Je suis dans l'équipe qui sélectionne les articles pour le magazine imprimé. Chaque rédacteur·eur écrit ce qu'elle/il veut, mais il faut évidemment trouver un équilibre et si ce que nous recevons ne correspond vraiment pas à notre ADN politique, nous discutons avec la personne concernée et trouvons une solution. En règle générale, nous tendons à être naturellement d'accord entre nous. Il n'y a pas de ligne politique formelle mais on peut la lire entre les lignes. Pour la caractériser schématiquement, nous ne sommes ni *liberals*, ni anarchistes, mais socialistes. Ce qui signifie que nous militons pour une démocratisation de l'économie, pour que les industries et entreprises soient sous contrôle démocratique à travers des nationalisations. Nous voulons démarcher les biens et les services, déployer des programmes sociaux universels, et redistribuer les richesses. Contrairement à certaines forces de gauche, nous ne sommes pas hostiles à la poli-

tique électorale, même plutôt en faveur. Nous sommes sceptiques des progressistes qui refusent de se qualifier de socialistes. Nous n'hésitons pas à les critiquer même s'ils-elles sont nos alliés·es habituellement, cela avant tout pour ouvrir le débat sur cette question, et les mettre en face de leurs contradictions.

En Europe, nous avons le problème inverse, des politicien·ne·s qui se disent socialistes mais qui ne sont que de pâles progressistes

Nous n'en sommes pas encore là. Disons que pour nous ce serait déjà une victoire au vu de l'aspect tabou du terme et qui commence à peine être réutilisé largement. Mais pour revenir à nos fondamentaux, nous considérons la lutte des classes comme l'un de nos piliers. Aux États-Unis, tout le monde pense faire partie d'une classe moyenne et passe à autre chose. Le concept de classe a été totalement exclu du discours politique dominant et nous faisons notre maximum pour le réintroduire avec le but de renforcer et d'alimenter une classe consciente d'elle-même.

Quel rôle prend Jacobin dans le champ politique à gauche, notamment avec DSA (Democratic Socialists of America) ?

En 2015, nous avons commencé à élaborer des groupes de lecture pour que les jeunes puissent se rassembler et discuter des sujets abordés par le journal. En parallèle, DSA, qui existait depuis plusieurs décennies, a été entièrement remodelé en 2016. Les personnes investies dans la campagne de 2016 de Sanders sont tout simplement arrivées en masse dans l'organisation qui a trouvé en si peu de temps une toute nouvelle génération d'activistes, passant de 6'000 membres à près de 100'000 aujourd'hui. Informellement, nos groupes de lecture sont devenus des sections DSA, car il s'agissait des mêmes personnes. Même si formellement

Jacobin et DSA n'ont aucun lien, personne ne cache la proximité entre les deux. Le fondateur Bhaskar Sunkara en était déjà membre en 2011, presque toute la rédaction en est membre, moi y compris, ainsi que beaucoup de nos contributrices-eurs ou de nos lecteurs-trices.

Et qu'en est-il avec les syndicats ?

Le mouvement syndical aux États-Unis est pathétiquement petit et depuis les années septante, beaucoup de syndicats ont adopté un modèle corporatiste et ne peuvent plus être considérés comme étant de gauche. Il nous est arrivé de critiquer certaines directions syndicales et nous n'hésiterons pas à le refaire si la situation le demande. Il y a cependant des syndicats encore ancrés à gauche, démocratiques et concentrés sur la mobilisation des travailleurs-euses. Avec eux, il nous arrive d'organiser des événements, mais on ne peut pas parler d'une vraie collaboration avec le mouvement syndical. Cependant, nous avons beaucoup suivi les combats syndicaux au sein d'Amazon ces derniers mois, où la première élection syndicale dans un entrepôt d'Amazon a vu le jour et où la frange radicale a battu la direction. Nous avons aussi travaillé sur le projet EWOC (*Emergency Workplace Organizing Committee*, soit Comité d'organisation d'urgence sur le lieu de travail) qui est un projet conjoint entre des forces socialistes et le syndicat *United Electrical, Radio and Machin Workers of America*, clairement situé à gauche.

Que pensez-vous de la situation médiatique en Amérique du Nord ?

Il y a une tendance à l'oligopolisation qui menace les journaux d'actualité et d'opinion. Mais en parallèle, nous observons ici une culture médiatique numérique vivante qui n'a malheureusement pas toujours suffisamment d'argent pour se financer. Mais je pense qu'il y a beaucoup d'espaces d'expression pour des journaux d'opinion en ligne avec beaucoup de journalistes de qualité. Les éditrices-eurs et les rédactrices-eurs américains



Terrorisme en Suisse (n° 137, octobre 2014)

montrent une résistance décente face aux cupidités des grands groupes médiatiques.

À *Jacobin*, nous, nous avons la chance de ne pas faire face à des difficultés financières. Nous arrivons à verser à toute l'équipe qui travaille pour le journal un salaire qui nous permet de garder la tête hors de l'eau. Nous vivons presque entièrement grâce aux abonnements. Malgré la tendance générale à la baisse du taux d'abonnement aux médias de gauche, nous sommes chanceuses-eux et pouvons continuer à compter sur nos lectrices-eurs qui font de nous un média populaire.

Comment se porte la presse d'opinion ?

En termes d'activité, nous assistons à une renaissance de la presse d'opinion. Il y a toujours eu une presse progressiste aux États-Unis. Dans les années soixante, on pouvait lire *Ramparts magazine*, dans les années septante, *Dissent*. On pouvait de tout temps lire *The Nation*. Mais un retour en arrière a eu lieu dans les années nonante. Il y a une vingtaine d'années, on a eu la chance d'assister à l'apparition de nouveaux médias comme *In this time*, *Common dream*, *Thruth out*, et désormais les médias numériques apportent une densité et une large variété de

contenus de gauche. Des fois, ces contenus sont même financés par de grands groupes de presse, mais comme ils sont obnubilés par le nombre de clics potentiels, ils ne fixent pas toujours de ligne éditoriale stricte à respecter. Je suis toujours impressionnée par certains journaux *liberals* qui commencent à publier de plus en plus d'articles autour du mouvement ouvrier par exemple. Certain·e·s journalistes prennent ces initiatives, car elles-ils savent leur liberté éditoriale large face à un·e propriétaire qui ne porte pas énormément d'attention à ce qui est publié. Une partie de moi s'attend déjà à un retour de flamme, mais pour l'instant tout cela est très motivant. J'aime à penser qu'avec *Jacobin*, nous avons éclairé la voie pour l'épanouissement de cette contrehégémonie.

Propos recueillis et traduits de l'anglais par Bertil Munk

« On n'a pas à être ami·e avec les politiques »

En Suisse romande, il faut ne pas avoir d'humour pour ignorer l'existence de Vigousse. Sur les étals des kiosques depuis bientôt quinze ans, ce satirique se démarque par sa capacité à viser souvent juste sur les monotonies de la vie politique régionale. Entretien avec Bénédice Sambo, dessinatrice de presse à Vigousse depuis sa création et à 24 heures depuis quelques années.

DOSSIER **Comment Vigousse est-il apparu dans le champ médiatique romand ?**

De mon côté, autour de 2005, je travaillais au journal *Saturne* qui était une forme de satirique bobo. Dans ce cadre-là, j'y ai rencontré à Morges-sous-rire Mix et Remix. Le dessin de presse était à l'époque à l'honneur à ce festival, et il avait annoncé à ce moment qu'il allait créer un satirique : 1^{er} degré. Le journal était en fait là surtout pour se marrer avec ses copines·ains. J'ai dessiné pour lui, mais ça n'a pas tenu longtemps sur papier, et un format web est apparu. Pendant cette période, Thierry Barrigue a l'idée d'un journal dont l'inspiration serait *Le Canard enchaîné* français, avec pas mal de fonds et l'idée de tenir financièrement grâce au recours à la publicité. Mais pour moi après

Saturne et le projet de Mix et Remix qui s'étaient cassé la gueule, j'y croyais plus tellement. On a toutes et tous été convoqué·e·s dans les bureaux pour la préparation du journal et je me suis dit que peut-être ça pourrait le faire. Après une année de publication, je me suis dit que ça le faisait.

Comment fonctionne le journal ?

Il y a un comité de rédaction d'une demi-douzaine de personnes fixes et pas mal de contributeurs·trices régulières·ers ou moins régulières·ers, surtout pour les dessins de presse. Dans l'ensemble, on propose tout ce qu'on veut, mais on envoie toujours l'esquisse avant. De temps en temps, on a des demandes de dessin précis, mais cela m'intéresse moins.

Quel est le choix éditorial de Vigousse ?

Je dirais qu'on est à gauche et qu'on est fouteuses·eurs de merde. On ne va pas hésiter à critiquer aussi les gens de gauche. À la base c'est une équipe de la même génération. Maintenant, on a aussi des plus jeunes et quelques sensibilités changent, comme le féminisme par exemple. Il ne faut par contre pas oublier que *Vigousse* a beaucoup fait pour compter des femmes dessinatrices dans l'équipe. Mais ce n'est pas pour autant que *Vigousse* est prêt à être publié en langage inclusif.

Quel est l'apport du dessin de presse dans le journalisme d'opinion ?

Le dessin va être, contrairement au texte, sujet à interprétation. Quand on écrit, on peut

mettre des nuances, mais jamais autant que le dessin. Et dans un dessin, on peut y ajouter énormément de références culturelles ou de sens communs.

Ça vous arrive de vous autocensurer, individuellement ou collectivement avec le journal ?

Ça dépend de chacun·e. Certain·es disent qu'elles·ils ne le font jamais, mais moi, je l'ai déjà fait. Je le sens au moment de dessiner, si ça fera grincer des dents, j'essaie au moins de m'assurer de l'effet comique de la caricature.

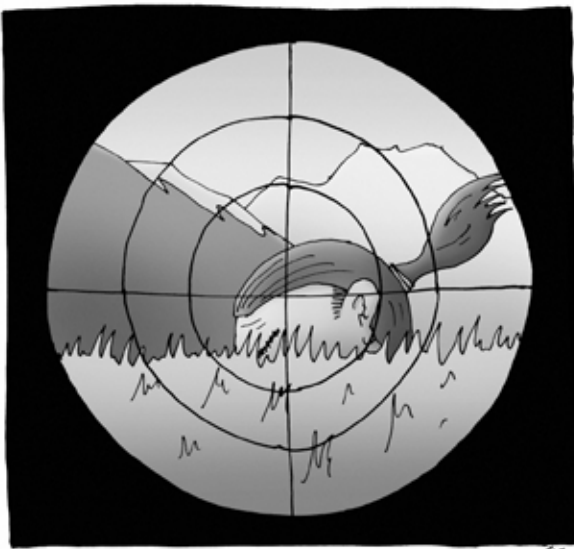
Pour ce qui est du journal, on a eu une première plainte pour diffamation de la part d'Oskar Freysinger au début du journal. La plainte a été classée par le Ministère public. Ça nous a donné un sentiment de liberté éditoriale, où la justice n'avancait pas contre nous, mais derrière nous. Par la suite, on a voulu honorer cette liberté en gardant une ligne tranchante.

Quel rapport entretenez-vous avec les politiques ?

Tout d'abord, Google image a révolutionné le métier de dessinatrice·eur de presse. À l'époque, il fallait faire un boulot énorme de découpage des images dans les médias puis d'archivage pour toujours tout avoir sous la main. Burki, Chappatte ou Barrigue avaient des classeurs entiers !

Par conséquent, on ne croise pas les politiques et on n'en a pas besoin. À l'époque de Morges-sous-rire la ou le président·e de la Confédération était chaque année invité·e à une exposition avec uniquement des caricatures d'elle ou de lui. Barrigue en avait eu l'idée, mais il a réalisé par la suite que « c'était complètement con comme idée ». On n'a pas à rencontrer les politiques ou à être ami·es avec elles·eux. Si on les trouve sympathiques, on a plus de peine à les caricaturer.

Propos recueillis par Bertil Munk



Le loup de la vallée de Conches abattu (n° 61, novembre 2010)

Pour un service public audiovisuel démocratique et socialement financé

Quatre ans après «No Billag», l'UDC, l'USAM et les Jeunes PLR ont récemment remis le couvert en lançant une initiative fédérale visant à abaisser la redevance audiovisuelle de 335 à 200 francs et à en exempter les entreprises. À ces nouvelles attaques de la droite, nous devons opposer un service public audiovisuel démocratique et socialement financé.

DOSSIER Pour rappel, les prestations de service public médiatique prennent en Suisse la forme des dix-sept canaux radiophoniques et des sept chaînes télévisuelles produits par la SSR. Des diffuseurs régionaux privés tels *RFJ*, *TeleBilingue* ou encore *Canal 9* se voient également déléguer des missions — et par conséquent des fonds — pour produire du contenu à l'échelon local. L'ensemble du système est financé par une redevance radio-télévisuelle, dont le revenu est solidairement réparti entre les aires linguistiques du pays. Si seulement 23% du prélèvement est perçu en Romandie, celle-ci dispose à la fin de 33% de l'enveloppe globale (il en est de même pour la Suisse italienne qui ne prélève que 4% de la taxe, mais recouvre 22% du budget).

L'objectif démocratique de la SSR

Le rôle de l'audiovisuel public est en premier lieu de rendre possible l'accès au plus grand nombre à des productions informatives, culturelles, divertissantes ou politiques. De plus, seule une presse la plus diverse possible (dont une partie est collectivement financée et le reste totalement indépendante de l'État) peut protéger sur le long terme le libre cours du nécessaire et permanent débat politique qui anime une société démocratique. La SSR a de fait également l'avantage de garantir à chaque région du pays une couverture médiatique minimale indépendante des éventuels potentiats locaux.

Si, ces dernières années, le service public médiatique suisse a été la cible de nom-

breux assauts de la part d'idéologues libertarien-ne-s et de politicien-ne-s de l'UDC, c'est justement par qu'elles et ils ne supportent par les potentialités émancipatrices de ces institutions et espèrent les remplacer par de nouveaux avatars de *Teleblocher*. Pour renforcer cette autonomie qui agace tant à droite, quelques pistes de réforme doivent être creusées.

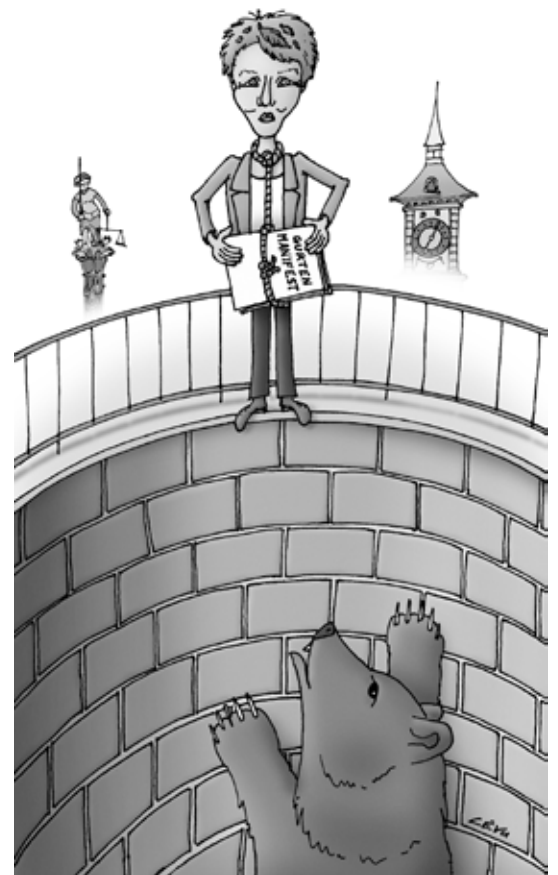
Rendre le financement solidaire

La faible popularité de la taxe Serafe s'explique en grande partie par le fait qu'elle n'est pas fondée sur la capacité contributive de l'assujettie (335 francs pour tout le monde). S'il paraît indispensable de préserver le service public médiatique des punitions politiques et des arrangements budgétaires d'une Assemblée fédérale à très large majorité bourgeoise en ne le finançant pas à travers le budget ordinaire de la Confédération, la délégation — à 17 millions de francs par année — à une entreprise privée de la perception de la redevance et la non-progressivité de cette dernière sont tout bonnement inacceptables. Cet état de fait est d'autant plus critiquable lorsque l'on sait que c'est l'Administration fédérale des contributions qui prélève la taxe radio-TV auprès des entreprises et que celle-ci est fortement progressive (de 0 à plus de 35'000 francs). Ainsi, la redevance audiovisuelle devrait être échelonnée (ou *a minima* abolie pour les ménages les plus pauvres) et être collectée en parallèle des impôts.

Démocratiser le service public médiatique

En plus de rendre solidaire son financement, il est tout autant nécessaire de démocratiser l'audiovisuel public. Comme le revendique le Syndicat suisse des mass media (SSM), l'ensemble du personnel doit être impliqué dans les prises de décision stratégique de la SSR. Afin d'éviter les scandales du passé, ce dernier devrait également prendre part à la nomination et l'évaluation des cadres de l'entreprise. Il serait en outre envisageable de renforcer les Sociétés des auditeurs-télespectateurs cantonales ainsi que le Conseil du public.

Joakim Martins



Faire vivre le débat au sein du syndicat

Lors de ce présent tour d'horizon de la diversité de la presse, nous avons également décidé de nous intéresser à la presse syndicale. Pour ce faire, nous avons rencontré dans les locaux de son journal Sylviane Herranz, qui est la rédactrice en cheffe de l'hebdomadaire d'UNIA L'Événement syndical.

DOSSIER Quelle est l'histoire de votre journal ?

L'Événement syndical a été fondé pour le 1^{er} mai 1998. Il est le fruit du rapprochement du SIB (Syndicat industrie et bâtiment) et de la FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie) qui ont mis leur presse en commun. La FCTA (Fédération du commerce, des transports et de l'alimentation) et Action Unia de Genève les ont ensuite rejoints. *L'Événement* a été un précurseur et un des moteurs de la création d'Unia en octobre 2004. Malgré les difficultés initiales dues aux spécificités, identités et traditions propres aux quatre syndicats, ce regroupement des forces par l'intermédiaire du journal, contenant des pages communes et des cahiers spécifiques à chaque organisation, a réussi à refléter la grande diversité du mouvement.

Lorsque j'ai commencé à travailler à *L'Événement*, en 2003, le SEV, syndicat du personnel des transports, venait d'entrer dans l'aventure, avec une édition distincte contenant des pages communes et des pages « SEV ». Malheureusement, après cinq ans et demi de fructueuse collaboration, le SEV a décidé de se retirer de *L'Événement* pour revenir à un journal plus corporatif. Le rêve d'un journal syndical romand unique ne s'est hélas pas poursuivi.

Pouvez-vous me décrire L'Événement syndical ?

Nous sommes une petite équipe de cinq journalistes, y compris la rédaction en chef, pour un équivalent plein temps de 3,4 postes. Nous nous faisons un point d'honneur à n'engager que des journalistes RP afin de garantir le professionnalisme, la cré-

dibilité de nos informations et le traitement journalistique de l'actualité. Deux photographes, une correctrice, un administrateur et une graphiste externe, tous à temps très partiel, complètent l'équipe. Elle est renforcée par des chroniqueurs et caricaturistes réguliers et quelques pigistes.

L'Événement est diffusé à environ 56'000 exemplaires. Notre lectorat est principalement composé des adhérent·e·s d'Unia en Suisse romande et en France voisine, qui sont automatiquement abonnés. Environ 8'000 journaux sont envoyés aux membres frontalières·iers. Nous avons également des abonné·e·s individuel·le·s. Le journal est un hebdomadaire. C'est une périodicité importante pour être au plus près de l'actualité. Toutes les autres publications syndicales sont passées à une parution bimensuelle, mensuelle ou même tous les deux mois.

Bien qu'elle soit employée directement par Unia, la rédaction se voit garantir son indépendance par une charte. Nous devons respecter les grands principes du syndicat et refléter la diversité de sa base. Nous ne sommes pas le relais du département communication ou de la direction du syndicat, mais nous informons bien évidemment sur les campagnes d'Unia.

Unia publie-t-il d'autres journaux ?

Il existe deux autres journaux : *Area* est produit par nos collègues du Tessin pour les membres italo-phones, et *Work* est destiné aux membres de Suisse alémanique. Tous deux sont bimensuels. Chacun des trois journaux d'Unia dispose de sa propre équipe de rédaction et a ses propres spécificités et sensibilités. Sept fois par année, les travailleuses et travailleurs migrant·e·s reçoivent en outre un quatre pages dans leur langue, encarté dans notre journal. *Horizonte* est produit par le département migration d'Unia et paraît en portugais, espagnol, serbo-croate, albanais et turc. Une édition réduite est publiée en polonais. Unia a encore





Peinture surréaliste ? (n° 61, novembre 2007)

quelques petites publications de branches ou de corps de métiers qui paraissent de manière occasionnelle.

Quel est le rôle de la presse syndicale ?

La presse a accompagné le mouvement ouvrier depuis ses débuts. Il y a toujours eu besoin d'organes qui transmettaient et rassemblaient des informations, organisaient les luttes, tout en donnant des éléments de réflexion sur des sujets d'actualités. Qu'il soit lu ou seulement feuilleté, le journal rassemble et anime l'esprit collectif. Pour certaines personnes qui ne militent pas, c'est d'ailleurs leur seul lien — en dehors du paiement des cotisations — avec Unia. *L'Événement syndical* est aussi un élément de mobilisation. Outre les articles sur les campagnes en cours, un journal spécial a par exemple été encarté pour la grande manifestation des maçon·ne·s du 25 juin. Unia est un syndicat interprofessionnel. C'est important que tous les membres soient au courant de ce combat et se solidarisent.

Autour de quels axes le contenu de L'Événement s'organise-t-il ?

Son noyau dur, c'est l'actualité des luttes syndicales. Ces derniers temps, nous avons relaté les

combats chez Smood, les manifestations du 1^{er} mai ou des actions spécifiques contre des patrons indécents. En dehors de ces aspects purement syndicaux, la thématique écologique, mobilisant beaucoup de jeunes, est très présente. Ce qui ne va pas sans susciter des réactions. Si l'on couvre une action contre une entreprise polluante, des ouvrières-iers syndiqué·e·s peuvent se sentir attaqué·e·s. Nous tentons alors de faire vivre le débat. Avec la guerre en Ukraine et la votation sur Frontex, nous avons récemment donné beaucoup d'importance aux questions d'ordre migratoire. Plus de la moitié des membres d'Unia ne dispose pas du passeport à croix blanche. Nous traitons aussi de sujets politiques ou de société, plus larges.

Nous recevons parfois des remarques de membres qui souhaiteraient que nous parlions plus de leurs secteurs. Nous souhaiterions être davantage sur le terrain et nous rendre plus souvent aux assemblées, mais malheureusement nous ne pouvons pas être partout. Avec nos ressources limitées, nous sommes obligés de faire des choix.

Quelle place accordez-vous dans vos pages à la controverse ?

Lors de la précédente tentative de réforme des retraites, PV2020, de grandes divergences

sont apparues au sein du syndicat. Certaines régions romandes la combattaient, sur la base des décisions de leurs assemblées, et étaient opposées aux Alémaniques et à la direction qui étaient favorables à la loi. Comme il y avait débat dans l'organisation, nous avons donné la parole aux deux camps. Il en a été de même parfois sur la problématique de l'Europe et de la libre circulation.

Quelle place pour la presse syndicale dans la diversité de la presse ?

Il est essentiel pour la diversité des médias que les syndicats disposent de leur propre presse. S'il y a un développement du numérique, celui-ci doit compléter l'offre papier. Une vendeuse ou un maçon qui rentre du boulot ne va pas se rendre sur Internet pour consulter les dernières nouvelles du syndicat. De plus, en restant sur la table, le journal est une invite à la lecture et rappelle une appartenance à un collectif.

*Propos recueillis par
Joakim Martins*

La nouvelle *Republik* outre-Sarine

Fondé en 2018, le média numérique suisse alémanique Republik est rapidement devenu un acteur incontournable du paysage médiatique d'outre-Sarine. Nous avons souhaité en apprendre plus sur ce média réputé pour son indépendance farouche et ses analyses pointues. Entretien avec Daniel Binswanger, membre de la première heure, journaliste politique, éditorialiste et coresponsable des pages culturelles de Republik.

DOSSIER *Le nom de Republik a une connotation politique, pourquoi l'avez-vous choisi pour votre nouveau média ?*

Cela vient de notre slogan initial, *pas de démocratie sans journalisme*. Notre positionnement était donc d'affirmer que nous contribuions au sauvetage de la démocratie avec du journalisme indépendant et de qualité. Il faut rappeler le contexte particulier de 2018. Cette année constituait le sommet d'une vague populiste et la démocratie semblait menacée dans de nombreux pays — situation qui ne s'est pas forcément arrangée depuis. Avec le mot *Republik*, nous faisons consciemment référence aux origines anciennes de la démocratie. En Suisse alé-

manique la référence à la notion de république est très rare, ce qui prime plutôt c'est celle de démocratie, souvent entendue comme démocratie directe. Pour nous, le terme république sous-entend un équilibre des pouvoirs, des institutions qui fonctionnent, des droits fondamentaux et bien sûr une diversité et une grande liberté de la presse. Ce nom était pour nous une manière de mettre en avant l'État de droit face aux dérives plébiscitaires.

Dans un contexte déjà très difficile de la presse, pourquoi avoir décidé de créer un nouveau média ?

Notre journal a été lancé le 14 janvier 2018. Nous étions une

association de journalistes insatisfait·e·s du tournant que vivait la presse et de la très grande perte de niveau et de sérieux intellectuel que nous pouvions observer. Ce tournant trouvait son origine dans une dégradation des conditions économiques des groupes de presse qui faisaient face à une série de difficultés, en particulier à la baisse du nombre d'abonné·e·s et la chute des recettes publicitaires. Autour de 2012, les grandes maisons de presse, qui avaient investi massivement dans leur site web en espérant que les recettes publicitaires générées en ligne seraient importantes, ont eu la très mauvaise surprise de découvrir que le gros des revenus publicitaires sur Internet était capté par Facebook et Google. La réclame placée sur les sites des groupes de presse ne compensait pas du tout les manques à gagner publicitaires des versions papier.

Les groupes de presse ont réagi en licenciant des journalistes, mais aussi en fusionnant les titres. Cela a eu pour conséquence un appauvrissement grave de la diversité médiatique avec des contenus qui devenaient de plus en plus similaires, lorsqu'ils n'étaient pas carrément identiques. Plus grave encore, les groupes de presse ont choisi consciemment d'abaisser le niveau des articles pour générer des clics. Le contexte de lutte toujours plus féroce pour des recettes publicitaires s'amenuisant a créé une « boulevardisation » des contenus. La dynamique dominante reste actuellement de créer rapidement un contenu capable de capter une attention maximale.

Cette même dynamique a contribué au renforcement de la polarisation au sein de la société, et la focalisation médiatique sur un petit nombre de sujets phares, mais porteurs, au détriment d'articles de fond ou d'investigation.

Quelle est la ligne éditoriale de Republik ?

Il est très difficile de répondre à cette question. Il n'y a pas une seule ligne et bien que la majorité de nos journalistes soient probablement de gauche, nous en avons d'autres qui sont proches des vert·libéraux, ou de



Le Buffet de la Gare de Lausanne sera végétarien (n° 160, novembre 2016)

la droite libérale. Plusieurs de nos journalistes ont écrit pour la *NZZ*, d'autres pour la *WOZ*. Il y a tout de même plusieurs thématiques sociétales qui font consensus dans notre rédaction, notamment l'antiracisme, l'écologie, la résistance à la société de contrôle, les droits de personnes LGBTQI+ ou le féminisme.

Il y a cependant toute une diversité de positions sur les questions classiques opposant la gauche et la droite. Notre volonté est avant tout d'être un vrai journal, donc de publier des articles bien documentés et bien argumentés sans se laisser orienter par des boussoles idéologiques. Nous sommes fiers-iers de publier un point de vue divergent ou hétérodoxe si nous sommes convaincu-e-s par ce dernier. Nous ne voulons pas créer du pluralisme journalistique artificiellement.

Notre journal offre une place pour le journalisme d'opinion, mais nous ne nous y réduisons pas. Nos deux axes éditoriaux principaux sont l'explication, comme le journal *Le Monde* peut le faire avec sa rubrique « Les Décodeurs », et l'autre celui de l'investigation.

Pourquoi avoir choisi de renoncer au format papier ?

Parce que c'est trop cher. Au-delà d'un certain âge, cela nous fait aussi perdre des lectrices-eurs. La lecture sur écran, c'est l'avenir. Je ne lis presque plus sur papier d'ailleurs.

Même question pour la publicité, pourquoi y avez-vous renoncé ?

Nous voulons faire un journalisme pour lequel les gens sont prêts à payer. C'est tout simplement un autre modèle que celui qui reste majoritaire. Dès que l'on s'appuie sur la publicité, il devient essentiel de générer du trafic vers les articles. Nous souhaitons éviter cette dynamique, le trafic n'est pas ce qui nous intéresse le plus.

Vous dirigez les pages culturelles (ou Feuilleton en allemand) de *Republik*, quelle importance a cette rubrique dans votre média ?

Au moment du lancement de *Republik* en 2018, le projet était minimaliste et ne prévoyait pas d'inclure une telle rubrique. Ce-

pendant, l'intérêt très vif pour notre projet et les financements généreux que nous avons réussi à rassembler nous ont permis d'être plus ambitieuses-eux. Notre mission étant de concurrencer les médias établis en leur disputant leurs lectrices-eurs, mais aussi l'autorité intellectuelle, j'étais d'avis qu'il fallait absolument que nous ayons des pages culturelles et j'ai pu convaincre les membres fondatrices-eurs de me laisser trouver des financements spécialement consacrés aux pages culturelles que je codirige aujourd'hui avec mon collègue Daniel Graf.

Comment sont organisés-e-s les actionnaires de votre média et pourquoi cette organisation ?

Nous avons créé une structure complexe, mais qui fonctionne et dont l'objectif reste simple : préserver notre indépendance. Il y a d'abord une coopérative qui détient 46,4% des actions et qui est constituée de tout-e-s nos abonné-e-s. Puis il y a une *Sàrl* qui détient également 46,4% des actions et qui regroupe l'équipe des fondatrices-eurs. Les mécènes qui nous avaient soutenu-e-s dès le début détiennent 5,3%. L'architecture est conçue pour que ni les mécènes ni les lectrices-eurs ne nous contrôlent. Nous ne voulons pas être à la merci des personnes qui nous ont donné de l'argent et c'est pourquoi la coopérative est pensée comme un contrepoids au mécénat. Le résultat est une assez grande distribution du pouvoir. Tout cela fonctionne bien et permet de garder un équilibre qui nous aide à rester indépendant-e-s.

Qu'est-ce qui vous différencie de la *WOZ* (en plus du format) ?

Notre concept est différent. Contrairement à la *WOZ*, nous publions un grand nombre de textes vraiment longs, mais nous sommes plus lacunaires dans notre couverture médiatique. La *WOZ* essaie de couvrir l'actualité de manière hebdomadaire et large alors que nous nous considérons comme un magazine et ne publions que deux ou trois textes par jour. Nous sommes très sélectives-ifs dans les sujets que

nous traitons, mais lorsque nous en avons choisi un nous le travaillons de manière exhaustive et approfondie. Une autre différence est que la *WOZ* se revendique ouvertement comme étant de gauche, alors que cela n'est pas imaginable pour nous.

Notre mission première est de produire un journalisme de qualité, tout le reste en découle.

Sur votre site, le rôle des commentaires (que vous nommez d'ailleurs « contributions ») semble très important. Est-ce que vous vous êtes inspiré-e-s de *Mediapart* pour l'inclusion des lectrices-eurs dans la génération du contenu ?

Absolument ! *Mediapart* était d'ailleurs un modèle à suivre pour nous, et pas seulement sur la question de la participation active des abonné-e-s. Comme lui, nous aussi nous avons un *paywall* dur et n'acceptons pas la publicité. Je trouve le club de *Mediapart*, où les lectrices-eurs peuvent réagir et même écrire des articles, excellent.

À *Republik*, la participation de nos abonné-e-s se fait surtout dans les réactions aux articles. Les débats parfois nourris qui ont lieu en réaction à nos articles font partie de notre ADN. Les débats sont généralement de haut niveau. Seul-e-s les abonné-e-s peuvent débattre, elles et ils peuvent le faire sous pseudonyme afin de faciliter la participation de personnes qui ont besoin de l'anonymat pour pouvoir communiquer publiquement.

Est-ce qu'on peut espérer vous voir vous étendre en Romandie ?

Pas dans un avenir proche malheureusement. Nous coopérons avec des médias romands (par exemple avec *Heidi.news*), mais cela reste ponctuel et non systématique. Les collaborations par-delà le *Röstigraben* restent compliquées.

*Propos recueillis par
Hervé Roquet*



Réforme de l'imposition des entreprises
(n° 152, février 2016)

Conclusion

Pour une presse libre

DOSSIER « La liberté de la presse [...] est garantie. » Cette formule qui se trouve à l'article 17 de la Constitution suisse semble simple. Cependant, cette liberté ne va pas de soi, elle est constamment menacée et pas seulement dans les régimes autoritaires.

Que ce soit la concentration des groupes de presse, leur dépendance vis-à-vis de la publicité ou de certain·e·s mécènes, ou encore l'influence des propriétaires/actionnaires sur la ligne éditoriale, la liberté de la presse est un enjeu de luttes quotidiennes. La préserver ne signifie pas étouffer les dissensus en faisant taire la presse bourgeoise pour que tous les journaux ou plateformes d'information aient une ligne éditoriale qui soit au service du socialisme démocratique ou des classes populaires. Certains régimes autoritaires se réclament d'ailleurs de la gauche ont ainsi tragiquement sapé une condition nécessaire, mais non suffisante de la démocratie : le

droit de savoir, autrement dit le droit d'avoir accès à des informations indépendantes, variées et reflétant — au moins partiellement — une réalité factuelle.

Sans la diffusion d'informations de qualité, le peuple appelé aux urnes se prononce sans connaissance de cause, à l'aveugle, et la démocratie déjà fort imparfaite s'en retrouve encore un peu plus vidée de son fondement. Car si la liberté de la presse est un droit fondamental, c'est qu'elle ne peut être réduite simplement à un droit bourgeois, servant avant tout une propagande alignée sur les intérêts des classes aisées.

Non, comme ce dossier l'a montré, la liberté de la presse est un droit collectif et émancipateur. Il repose sur les droits non moins fondamentaux d'expression et d'opinion, mais aussi sur l'idée ancienne et juste, que la connaissance possède déjà en elle-même un potentiel libérateur. Les personnes interviewées pour notre dossier, bien

de horizons et de convictions différents, partagent la même certitude que le journalisme doit être bien plus que la production (et la vente) d'informations pour générer du profit ! Le dossier a souligné l'importance fondamentale pour le fonctionnement démocratique d'une presse libre, indépendante et engagée que ce soient pour les journaux clairement positionnés à gauche tels que *L'Événement syndical* ou *Jacobin*, ou ceux revendiquant plutôt une indépendance critique et une excellence analytique comme *Republik*.

La liberté de la presse est, pour la gauche, une condition *sine qua non* pour pouvoir diffuser largement sa vision des faits et ses idées. Elle ne peut pas prendre ce droit à la légère, et doit donc continuer à se battre pour qu'il ne soit pas étouffé par des logiques marchandes, politiques ou idéologiques.

La rédaction

Livres

À l'abordage des stéréotypes

C'est celui qui est le plus souvent désigné comme étant le père fondateur de l'histoire qui a rendu célèbre la figure antique d'Artémise. Dans ses *Histoires*, Hérodote relate en effet l'exploit martial que la reine d'Halicarnasse (actuel Bodrum en Turquie) a réalisé durant la bataille navale de Salamine. Lors de cette dernière, qui se déroule en 480 avant notre Ère et s'inscrit dans le cadre de la Seconde Guerre médique, une coalition de cités grecques remporte une importante victoire sur l'Empire achéménide et barre ainsi à ses troupes la route du Péloponnèse.

Combattant pour le camp perse alors qu'elle est elle-même grecque, Artémise se retrouve au

cours de cet engagement prise en chasse par un navire athénien. Sachant sa tête mise à prix, elle éperonne et coule un vaisseau allié. Dupé, le poursuivant interrompt immédiatement sa traque. Le Grand Roi Xerxès — présumant, pour sa part, qu'elle avait fait sombrer un bateau grec — récompensa la capitaine en lui offrant une armure complète.

Partant de ce récit d'Hérodote, Violaine Sebillotte Cuchet s'interroge en mobilisant de nombreux mythes, livres et épigrammes sur les conditions de possibilité d'une reine commandante de guerre en Grèce ancienne. Réfutant les stéréotypes contemporains comme d'époques, la chercheuse dé-

montre que maintes femmes libres endossaient des responsabilités politiques et civiques, et qu'Artémise n'est finalement que l'une de leurs célèbres représentantes. Si les multiples détours (notamment par l'amazonomachie et la mythologie) de l'ouvrage peuvent laisser sur le bas-côté le lectorat peu au clair avec certains classiques, il n'en demeure pas moins une contribution capitale à l'historiographie antique du genre.

Joakim Martins

À lire : Violaine Sebillotte Cuchet, Artémise : une femme capitaine de vaisseaux en Grèce antique, Paris, Fayard, 2022.

Livres

L'histoire avec un tout petit h

Assez méconnu en Suisse puisqu'il se situe en Vendée, soit à sa quasi opposée, et qu'il se concentre sur « l'histoire » française, le Puy du Fou connaît un franc succès. Chaque année, ce sont plus de 2 millions de visiteuses-eurs qui se pressent pour visiter le parc de loisirs, propriété de Philippe de Villiers, figure de la droite conservatrice — soutien notable d'Éric Zemmour — et seul auteur des spectacles qui y sont proposés.

Dans « Le Puy du Faux », quatre historien-ne-s, tou-te-s spécialistes d'une période distincte, en font la visite. Leur enquête montre (sans grande surprise) que, sous prétexte de divertissement, l'histoire y est piétinée pour diffuser une propagande chrétienne, conservatrice et anti-universaliste dans l'unique but de servir le projet politique du grand patron. Ce projet est d'autant plus dange-

reux que, les spectatrices-eurs qui auront mis le temps d'un instant leur cerveau sur pause, seront transporté-e-s par la qualité technique des spectacles dans une illusion du vrai.

Au Puy du Fou, l'histoire n'existe pas. On en sort sans avoir rien appris sur les sociétés qui nous ont précédé-e-s. Si l'on dit souvent que le diable se cache dans le détail, cela ne vaut pas pour le Puy du Fou où tout ou presque se constitue au mieux de simplifications tendancieuses et au pire de falsifications absolument volontaires. Le passé est représenté comme fixe et immuable, comme une valeur refuge qu'il faudrait défendre. Il n'y existe pas de lutte sociale. Au lieu de travailler, les villageois-e-s des spectacles passent leur temps à rire et à danser, protégé-e-s par de vaillants nobles. Les femmes, sous représentées et stéréotypées, y sont toutes aussi

passives, n'existant qu'à travers leurs époux qu'elles attendent avec autant d'inquiétude que d'ennui.

Si l'on a parfois l'impression que les autrices-eurs soulèvent des évidences, leur livre a le mérite de mettre en lumière, avec un certain humour, jusqu'où va la réécriture de l'histoire et de décrypter précisément les messages et les buts se dissimulant derrière. Entre les accusations de cruauté animale et de conditions de travail déplorables, les raisons de ne jamais mettre les pieds au Puy du Fou étaient déjà nombreuses, cet ouvrage nous en fournit encore de nouvelles.

Léo Tinguely

À lire : Florian Besson, Pauline Ducret, Guillaume Lancereau, Mathilde Larrère, Le Puy du Faux : Enquête sur un parc qui déforme l'histoire, Paris, Les Arènes, 2022.

Les classiques

Un pionnier avant l'anticolonialisme

En 1921, alors que le colonialisme fait consensus, s'élève la voix de René Maran qui, dans la préface de son roman *Batouala*, dénonce l'entreprise coloniale française. Celui-ci devient alors, la même année, le premier auteur noir à recevoir le prix Goncourt : prestigieuse distinction qui lui vaudra pourtant de devenir la cible d'une avalanche de critiques, accusé d'« ingratitude envers la main qui l'a nourri ».

L'ouvrage en question est en effet marqué par l'ambivalence de l'identité de l'auteur, qui, né en Martinique de parents guyanais, ayant effectué ses études à Bordeaux et travaillant comme fonctionnaire pour l'administration coloniale en Afrique, revendique une double identité. Le récit, souhaité objectif par l'auteur (sa volonté ayant été d'inscrire son

ouvrage dans une perspective ethnographique), comporte pourtant un ancrage profond dans les imaginaires associés aux sociétés et cultures d'Afrique centrale. Ainsi, si la critique du colonialisme reste majoritairement limitée à la préface de l'ouvrage, le roman, dont la grande qualité littéraire n'est pas à prouver, constitue toutefois un classique dont la particularité est celle d'être marqué par la courageuse entreprise de dénonciation de l'institution coloniale française.

Civilisation, civilisation, orgueil des Européens, et leur charnier d'innocents, Rabindranath Tagore, le poète hindou, un jour, à Tokyo, a dit ce que tu étais ! Tu bâtis ton royaume sur des cadavres. Quoi que tu veuilles, quoi que tu fasses, tu meus dans le mensonge. À ta vue, les larmes de sourdre et la douleur de crier. Tu es la force qui prime le droit. Tu n'es pas un flambeau, mais un incendie. Tout ce à quoi tu touches, tu le consumes.
René Maran, *Batouala* (1921)

Cent ans après sa parution, la lecture de *Batouala* s'impose afin de redécouvrir ce récit conté par une voix qui, sans être celle de l'anticolonialisme ou de l'antiracisme, est celle d'un homme de la conciliation dont le souhait était de soustraire sa brutalité à l'entreprise coloniale française.

Zoé Seuret

À lire : René Maran, *Batouala*, Paris, Albin Michel, 2021 [1921].

Livres

Se confronter à l'immonde histoire raciste commune

« Tu penses que tes peines et souffrances n'ont pas de précédent dans l'histoire du monde, mais ensuite tu lis... ». Mélikah Abdelmoumen fait de ces mots baldwinien la ligne conductrice de son nouvel ouvrage. En premier lieu, il s'agit d'un hommage à l'amitié qu'ont entretenue pendant plusieurs décennies deux hommes : James Baldwin, figure antiraciste américaine du XX^e siècle et petit-fils d'esclaves, et William Styron, écrivain prolifique et petit-fils d'esclavagistes de Virginie. Parce que les fruits de leur proximité ont créé tant de remous dans le monde militant de leur temps, l'autrice s'en sert pour faire écho au malaise qu'elle ressent, elle, née québécoise d'un père marocain, qui après avoir vécu en France durant les années particulièrement islamophobes de 2010, interroge son rapport à sa propre identité et les effets que la société a sur celle-ci.

Les confessions de Nat Turner (1967) de Styron est considéré comme la colonne vertébrale de la relation entre les deux hommes. L'auteur blanc aurait longtemps hésité à écrire, puis publier son récit d'un instigateur noir d'une révolte d'esclaves du début du XIX^e siècle, narré à la première personne. Baldwin l'en aurait convaincu. Parce que même s'il ne pourra jamais savoir ce que cela fait d'être noir dans une Amérique raciste, il peut reconnaître le caractère odieux de son pays, et faire sienne cette histoire commune en y mettant l'accent sur celles et ceux qui ont prôné la rupture. Une longue polémique s'ensuit, exacerbée par la *Ten Black Writers Respond* (1968) qui reproche à Styron de s'approprier la parole des afro-américain·e·s ou même de perpétuer des stéréotypes sudistes.

L'autrice nous rappelle ces événements non pas par curiosité historique, mais pour questionner cette difficulté à laisser la première place aux opprimé·e·s dans leur(s) lutte(s) et à admettre parallèlement l'utilité des allié·e·s. Styron n'est pas le seul exemple mobilisé, on peut aussi citer *Strange Fruit* (1937), poème grinçant contre le lynchage des noir·e·s rédigé par Abel Meeropol, un juif de Brooklyn.

En plus d'exprimer le rapport de l'autrice à ses récentes découvertes littéraires, le *moi* du titre est un parallèle aux luttes antiracistes du XXI^e siècle traversées par ces mêmes enjeux.

Bertil Munk

À lire : Mélikah Abdelmoumen, Baldwin, Styron et moi, *Montréal, Mémoire d'encrier*, 2022.

Du pouvoir et du profit**Sébastien Guex**

Lausanne, Antipodes, 2021

605 pages



Six cents pages pour une carrière d'historien, pour solde de tous comptes oserions-nous presque dire compte tenu des objets d'étude de l'historien en question, c'est le cadeau offert par les collègues de Sébastien Guex à l'occasion de son départ à la retraite de son poste de professeur d'histoire suisse à l'Université de Lausanne.

Reprenant la formule utilisée pour le départ à la retraite de Hans Ulrich Jost, son prédécesseur dans la même institution, le livre est un choix de textes publiés par Sébastien Guex entre 1987 et 2016. Ceux-ci, certains étant devenus difficiles à retrouver, émanent de publications assez variées, des très sérieux *Actes de la recherche en science sociale* au journal de Solidarités.

On y retrouve les différentes thématiques de recherche de l'historien qu'il sillonne patiemment depuis de nombreuses années : la politique monétaire et financière de la Suisse, la place de cette dernière dans le monde, les questions coloniales et l'impérialisme helvétique et, plus récemment, le marché international de l'art.

Un fort volume qui permettra de se familiariser avec les travaux de Sébastien Guex si on ne les connaît pas encore, ou de retrouver sa méthode de travail si particulière pour celles et ceux qui ont eu l'occasion de suivre ses enseignements.

Enfin, nos lecteurs ne manqueront pas de se reporter à la page 598 de l'ouvrage pour y découvrir les liens qui lient *Pages de gauche* au jeune retraité ! **AC**

Grève des stages, grève des femmes**Collectif**

Montréal, Remue-ménage, 2021

400 pages

Cet ouvrage nous fait (re)vivre la grève étudiante pour une revalorisation des stages et des études qui a eu lieu au Canada entre 2016 et 2019. Pendant trois ans de nombreux collectifs, nommés CUTE (Comité unitaire sur le travail étudiant) ont vu le jour dans différentes universités du Québec, jusqu'à aboutir à un débrayage d'une semaine suivi par plus de 58'000 étudiant·e·s. Ce livre sert notamment de travail de mémoire en réunissant les nombreux textes qui ont été rédigés pendant cette période. Du tract au manifeste, ces documents nous racontent l'histoire de cette mobilisation inédite.

Ce mouvement a notamment proposé une nouvelle manière de s'organiser. Pour s'affranchir des vieilles dynamiques des associations étudiantes, ce sont des collectifs régionaux qui étaient aux commandes, faisant le pari d'une décentralisation radicale. Sa revendication principale était également inédite, reconnaître les études comme un travail qui mérite un salaire tout particulièrement lors des stages obligatoires. Cette demande avait pour but de replacer le travail étudiant comme faisant partie de l'exploitation capitaliste et que sa non-rémunération participe à la reproduction sociale d'inégalités. Finalement, cette lutte était avant tout féministe. Les stages non payés se déroulent en effet le plus souvent dans le secteur du care, encore très majoritairement féminin. Les collectifs ont ainsi élargi la réflexion relative au travail non rémunéré à l'ensemble de la société, remettant en cause l'idée que les métiers du care sont des professions à vocation et de don pour les autres et que cela justifierait une rémunération moindre, voire nulle. **CD**

**Pour une écologie du 99%****Collectif**

Montréal, Écosociété, 2022

293 pages

Voilà un livre à mettre entre toutes les mains et qui permet, en une série de chapitres courts et très accessibles, d'identifier les fausses solutions à la crise environnementale et de désigner les véritables responsables de cette dernière.

Contre la responsabilisation des individus ou, pire, leur culpabilisation (la crise serait causée par l'individualisme hédoniste et consumériste), *Pour une écologie du 99%* rappelle que les entités qui polluent le plus sont, de très loin, un nombre limité de grandes entreprises, en particulier les multinationales engagées dans l'extraction des hydrocarbures.



Contre l'irénisme pensant qu'il suffira d'«écouter la science» pour résoudre le problème, le livre rappelle le caractère profondément politique de la crise environnementale, et la volonté acharnée d'actrices·eurs très puissant·e·s de *ne pas* la résoudre. Dans le combat écologique, on se confronte à des adversaires qui sont les mêmes que dans la plupart des autres luttes sociales et économiques : le patronat, les capitalistes et leurs différents groupes de pression.

Enfin, les auteurs écartent très efficacement le solutionnisme technologique qui revient en force à chaque nouveau dépassement d'une limite dans la dévastation de la planète. Non, la voiture électrique ou à hydrogène ne permettra pas d'éviter les catastrophes écologiques. Vouloir résoudre un problème en en aggravant les causes est une absurdité qui ne peut qu'être proférée par celles et ceux qui n'ont aucun intérêt à ce que le problème soit résolu.

À lire et faire lire de toute urgence ! **AC**

20 ans de caricatures

Pour garder un souvenir de Christian Vullioud, Pages de gauche fera imprimer un livret reproduisant une sélection de ses meilleurs dessins parus dans le journal entre 2002 et 2022. Un formulaire de commande se trouve sur notre site Internet: www.pagesdegauche.ch.



La Der

(n° 27, octobre 2004)

Le tube de l'été

Avril au soleil, reprise de *La vie au soleil* de Ted Robert, chanteur et compositeur vaudois d'exception.

Pour notre futur en plein cagnard c'est décidé
Glaciers, régions côtières et p'tits insectes c'est terminé
Pendant tout le printemps à la télé ça semble être bien le *fun*
On oublie de dire que dans les faits c'est que le début

Refrain :
Avril au soleil
Symptôme de merveilles
Mieux vaudrait en rire
Pour un bel avenir
Avec plein d' degrés
Je vais me réveiller
Quarante même à l'ombre
Des vieux un par un qui sombrent
Plus rien de vivable
Partout que du sable
Cherchez l'alternative
Une énorme missive

Tant que le pétrole restera notre seul horizon
Nous choisirons alors par défaut la fin des saisons
Plus de bels endroits près de ruisseaux remplis d'oiseaux
Vive le réchauffement, c'est vraiment la chance y a rien d'aussi beau

[Refrain]

Pourquoi agir alors que là c'est bientôt trop tard
Une planification écologique ça c'est le phare
Mais pour faire ça, les capitalistes faut les chercher
comme des p'tits lapins blottis dans le foin on va les trouver

P.P.
CH-1002 Lausanne

POSTE CH SA